Un « coup d'État parlementaire » au Paraguay

Claude Morin, professeur retraité de l'Université de Montréal[1]

Le 22 juin dernier, le Sénat paraguayen a destitué le président Fernando Lugo après que la Chambre des députés l'eut accusé la veille de mauvaise gestion. En moins de 36 heures, les deux chambres avaient complété la procédure et le vice-président, Francisco Franco, était assermenté comme président moins de trois heures après le vote des sénateurs.

La démarche s'appuyait sur l'article 225 de la Constitution paraguayenne. Celle-ci autorise un « procès politique » contre une autorité qui aurait mal rempli ses fonctions, sans préciser la manière dont le procès doit se dérouler. La cause a été entendue tambour battant. Le président Lugo n'a même pas eu une journée pour préparer sa défense et ses avocats ne disposaient que de deux heures pour exposer leurs arguments. La Cour suprême a refusé d'appuyer une demande de délai.

L'accusation n'a d'ailleurs fourni aucune preuve, prétendant que les cinq motifs allégués étaient de « notoriété publique » et ne requéraient pas une démonstration. Face à une procédure aussi expéditive qui ne respectait pas les droits de l'accusé à une défense pleine et entière, nombre d'observateurs informés ont qualifié la destitution de « coup d'État parlementaire ».

Prélude à ce « coup d'État »

À dire vrai, la décision avait été prise avant même que le Sénat ne se réunisse. Il faut savoir que Fernando Lugo avait été menacé d'une telle procédure à plus de 20 reprises depuis son entrée en fonction en août 2008. Déjà en mars 2009, dans un câble divulgué par *WikiLeaks*, l'ambassade des États-Unis à Asunción informait le Département d'État des complots que fomentaient certains parlementaires en vue de destituer Lugo. L'informateur parlait d'un « coup démocratique » en préparation. Mais encore fallait-il pour exécuter la menace réunir une majorité des deux tiers. Cette condition avait fait défaut jusqu'à présent. Les partisans de la destitution, le parti Colorado et UNACE, ne disposaient pas des votes nécessaires dans les deux chambres. Et il leur fallait une « cause célèbre ».

Le 15 juin, six policiers et onze paysans furent tués dans un affrontement motivé par un conflit agraire. On imputa la responsabilité du massacre de Curuguaty au président Lugo. Les circonstances, pour ténébreuses qu'elles soient, pointent dans une autre direction. Ce massacre présente des caractéristiques d'un coup monté. Des francs-tireurs embusqués auraient ouvert le feu sur les policiers et sur les paysans avec des armes de fort calibre sans doute équipées de mires télescopiques.

---

[1] Ce texte est une version enrichie d'un article précédemment publié dans les pages du *Devoir* le 11 juillet 2012 (p. 7) ainsi que sur le blogue de l'auteur.

Loin d'être l'instigateur de cet affrontement, le président en fut une victime, puisque le frère de son chef de sécurité y a perdu la vie. Des paysans pauvres occupaient des terres qu'un puissant ex-sénateur Colorado revendiquait comme siennes, mais que la rumeur publique attribue au domaine public. Le conflit est un révélateur des tensions que vit le pays. Le Paraguay est une « île » rurale enclavée dans le continent sud-américain, sans ressources minières, sans base industrielle consistante. La terre est la principale source de richesses. Or 85 % des terres appartiennent, légalement ou pas, à 2 % de la population. Le soja est devenu une grande affaire orchestrée par la société Monsanto. De puissants groupes commerciaux se sont taillé des empires aux dépens des paysans qui s'élèvent, en outre, contre les contaminations qui découlent des épandages aériens.

Nombre de parlementaires appartiennent à une oligarchie qui frappe la réforme agraire d'anathème. Ils feront tout pour bloquer un projet politique qui menacerait leurs intérêts personnels et ceux de leur classe. Plusieurs d'entre eux auraient des liens avec les narcotrafiquants et les mafias de tout genre qui ont placé le pays sous leur coupe depuis des décennies.

Des programmes sociaux

Or Fernando Lugo, du temps où il était évêque, était proche des pauvres. Il doit son élection à la présidence à sa proximité avec les déshérités des campagnes. Parvenu au pouvoir au sein d'une coalition regroupant le parti Libéral et une douzaine de partis et mouvements sociaux, Lugo a mis de l'avant des programmes sociaux afin de réduire la pauvreté qui affecte le tiers des ménages.

Il a institué la gratuité des soins médicaux et hospitaliers. Il a augmenté les dépenses dans l'éducation publique, introduisant la collation dans les écoles. Son projet de créer un impôt sur le revenu a été bloqué par le parlement et il a dû renoncer à engager une réforme agraire. Il a poursuivi la politique économique de ses devanciers. Sachant que ses adversaires n'attendaient qu'un faux-pas de sa part – ce que reconnaît l'informateur de l'ambassade étatsunienne –, il a dilué son programme social et tenté de rassurer ses opposants par des concessions, au risque de décevoir ses partisans.

Les mouvements sociaux qui l'avaient porté au pouvoir n'ont pas compris pour leur part que Lugo, face à une opposition majoritaire au parlement, avaient besoin de la pression de la rue pour contrer l'oligarchie. Ses adversaires lui ont quand même reproché d'encourager la contestation rurale et de soutenir en sous-main les occupations de terres et l'Armée du peuple paraguayen.

Unis contre Lugo

Lugo a commis une erreur politique. Sous le choc après le massacre de Curuguaty, il a limogé son ministre de l'Intérieur, un libéral, pour le remplacer par un Colorado. Les Colorados ont dominé la vie politique pendant 61 ans et l'un des leurs, Alfredo Stroessner, imposa une dictature de 35 ans. Ayant voulu amadouer le parti ennemi, Lugo a soulevé l'ire des libéraux. Colorados et libéraux, pourtant rivaux invétérés, ont fait équipe pour réaliser la destitution. N'ayant pas de motifs sérieux, ils ont procédé à la hâte de peur que des manifestations populaires en appui au président ne fassent obstacle à l'opération.

Faute d'avoir soigné ses relations avec les mouvements sociaux afin de ne pas attiser les passions chez ses adversaires, Lugo n'a pu bénéficier d'une large mobilisation dans les derniers moments de sa présidence. Sa première réaction fut même d'accepter sa destitution. Ce faisant, il se comporta en évêque, refusant la confrontation et la violence. Il lui fallut plus de 24 heures pour dénoncer le coup d'État et appeler à la résistance pacifique. Des manifestations se sont succédé par la suite à Asunción et dans plusieurs points du pays. Conscient de son manque de crédibilité et d'appui populaire, le nouveau gouvernement en est réduit à reconduire les politiques sociales de Lugo avec un personnel exclusivement libéral.

Le versant externe du conflit

La crise paraguayenne a aussi une dimension géopolitique. Les voisins sud-américains ont rapidement réagi. Les présidents ont dépêché leurs ministres des affaires étrangères à Asunción afin de convaincre le Sénat de retarder sa décision, puis ont dénoncé la destitution comme une atteinte à la démocratie. Les trois pays membres du Mercosur ont décidé de suspendre le Paraguay jusqu'à la pleine restauration de l'ordre démocratique ou, à défaut, jusqu'à l'entrée en fonction du futur président en août 2013.

Le Paraguay a aussi été suspendu d'Unasur, l'union des douze nations sud-américaines. Les putschistes se sont drapés dans la défense de la souveraineté, dénonçant leurs partenaires et voisins pour leur tentative de s'ingérer dans les affaires paraguayennes, pour leur mépris à l'égard de la Constitution. Ils ont aussi rappelé la guerre de la Triple Alliance, quand l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay avaient fait front commun contre le Paraguay en 1865, lui infligeant des pertes humaines et territoriales colossales. C'est l'épisode le plus dramatique du passé paraguayen, une blessure qui demeure vive un siècle et demi plus tard.

Les partenaires du Mercosur ont renoncé à prendre des sanctions qui auraient frappé la population. Mais en même temps qu'ils suspendaient le Paraguay, ils décidaient d'admettre le Venezuela dans le Mercosur, à compter du 31 juillet prochain, une adhésion adoptée en 2006, mais bloquée par le sénat paraguayen.

Le Paraguay pourrait choisir de faire bande à part et de signer des accords de libre-échange, y compris et surtout avec les États-Unis. Le Paraguay ferait en effet figure d'État client pour la projection de leur puissance militaire au cœur de l'Amérique du Sud. Après tout, le pays a des frontières communes avec la Bolivie, l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil, quatre pays dirigés par des gouvernements de gauche. Des généraux sont effectivement venus des États-Unis après la destitution de Lugo pour discuter de projets de bases militaires que préconisent certains parlementaires.

Le Canada figure sur la liste des rares pays (avec l'Allemagne, l'Espagne, le Vatican et Taiwan) à avoir reconnu le nouveau gouvernement. C'est du moins ce que prétend ce dernier. Aucun pays d'Amérique latine n'a encore reconnu le gouvernement Franco. Washington, pour sa part, a préféré attendre le rapport que l'Organisation des États américains a rendu public le 10 juillet au retour d'une mission de reconnaissance. Au vu de la composition de la délégation qui s'est rendue à Asunción – en faisaient partie le Canada, Haïti, le Honduras, le Mexique et les États-Unis –, il n'y a pas lieu de s'étonner que le rapport ne constate aucune rupture de l'ordre démocratique et ne recommande aucune sanction comme si la destitution, pour

expéditive qu'elle fût, respectait la loi. On aura ainsi confondu légalité et légitimité. Le gouvernement Harper se montrera sans doute fidèle à la ligne idéologique qu'il avait défendue lors du coup d'État au Honduras.

Les coups d'État classiques ont vécu. La menace pour les présidents en Amérique latine vient désormais moins de l'armée que des parlements agissant de concert avec le judiciaire pour défendre et perpétuer un ordre injuste. Un dirigeant de gauche élu démocratiquement peut-être renversé si les putschistes savent manœuvrer pour déguiser un coup d'État en un acte « institutionnel ». On aura vu le Honduras emprunter impunément cette voie en juin 2009 pour déloger Manuel Zelaya qui avait trahi sa classe et choisi de s'appuyer sur les mouvements sociaux.